

**DECLARATION NATIONALE DE LA BELGIQUE**  
**66<sup>ème</sup> SESSION DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L’AIEA**

26 septembre 2022



Déclaration prononcée par Mme Tinne Van der Straeten  
Ministre de l’Energie du Royaume de Belgique

Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous féliciter pour votre élection au titre de Président de cette 66<sup>ème</sup> Conférence générale et de vous assurer du plein soutien de la Belgique. Je m’associe à la déclaration de l’Union européenne et souhaite ajouter quelques considérations à titre national.

Malheureusement, je ne peux mettre en avant les priorités de mon pays quant à la sûreté et à la sécurité de nos installations nucléaires sans dénoncer et déplorer les bouleversements dramatiques qu’a entraînée dans ce domaine l’invasion de l’Ukraine par la Russie le 24 février 2022. Comment pouvons-nous imaginer que la centrale nucléaire de Zaporijjia, la plus grande d’Europe, se retrouverait sur une ligne de front et que la guerre d’agression menée par la Russie mettrait cruellement en péril la sûreté et la sécurité des installations nucléaires en Ukraine et ne permettrait plus au régulateur ukrainien de remplir, sans entraves, ses obligations en matière de garanties ? La seule solution durable est un retrait complet des forces armées de la Russie et la restauration du contrôle souverain de l’Ukraine. En tant que mesure intérimaire, une zone de protection en matière de sûreté et sécurité nucléaire devrait être établie afin d’éviter tout accident ou incident. Je désire ici saluer le courage des autorités et experts nucléaires ukrainiens, qui continuent à accomplir leur travail dans des conditions extrêmement éprouvantes, ainsi que les efforts et la persévérance du Directeur général de l’AIEA, Rafael Grossi, et de ses équipes, pour le travail qu’ils accomplissent au quotidien, à Vienne et en Ukraine.

Le conflit en Ukraine nous rappelle, de manière horriblement concrète, qu’on ne peut transiger avec la **sûreté et la sécurité nucléaires**. En Belgique, nous continuerons à maintenir les plus hauts standards de sûreté, en collaboration avec l’AIEA et nos

partenaires internationaux. Quatre missions d'examen par des pairs ont par ailleurs été demandées en 2022 et 2023.

La Belgique s'investit au quotidien pour **développer une culture de sécurité nucléaire** robuste, que ce soit au travers de la ratification d'instruments juridiques ou au travers d'initiatives particulières. La Belgique se félicite des conclusions qui ont été adoptées par la Conférence des Parties à la Convention amendée sur la Protection Physique des matières nucléaires (A/CPPNM) ainsi que la demande faite à cette occasion de convoquer une prochaine Conférence.

Notre régulateur, l'Autorité fédérale de Contrôle nucléaire (AFCN), en collaboration avec les Etats-Unis, continue à promouvoir un groupe de travail international visant à sensibiliser les Etats aux menaces internes («insider threats»). Une formation vient d'être organisée à cet égard en Belgique, avec le concours de l'AIEA, qui a réuni instructeurs et participants venant de 70 pays différents. Enfin, la Belgique a décidé d'apporter son soutien, en tant que donateur et en tant que membre du « Groupe d'Amis », au futur centre d'entraînement et de démonstration en sécurité nucléaire développé par l'AIEA, lequel permettra de diversifier l'offre en formations et assistance aux Etats membres, dans le domaine de la sécurité nucléaire.

Monsieur le Président,

Mon pays jouit d'une **excellente connaissance et réputation dans le secteur nucléaire**. La recherche et l'innovation ont toujours été au centre des priorités de nos institutions et entreprises, en premier lieu le centre national de recherche nucléaire à Mol (SCK CEN) et l'Institut des Radioéléments à Fleurus (IRE). Le gouvernement belge soutient cette recherche pour les solutions novatrices qu'elle apporte dans le domaine de l'environnement et de la santé humaine. C'est également une impulsion importante pour inciter les jeunes, avec un accent particulier sur les femmes, à choisir une carrière orientée vers les technologies nucléaires et préserver de la sorte le savoir-faire belge. Ainsi avons-nous décidé d'investir dans les **petits réacteurs modulaires (SMR) innovants**. Les chercheurs d'élite du SCK CEN étudieront si l'énergie nucléaire durable est techniquement réalisable. L'étude des SMR refroidis au plomb pourrait par ailleurs profiter au développement de MYRRHA, premier réacteur de recherche au monde piloté par un accélérateur de particules. MYRRHA n'est pas un SMR mais il en partage plusieurs principes. Le SCK CEN pourrait donc transférer les leçons tirées du processus de développement de MYRRHA vers le processus de développement de SMR innovants.

Le SCK CEN réalise actuellement un travail de longue haleine, qui s'achèvera d'ici 2026, pour faire fonctionner son puissant réacteur de recherche, le BR2, avec de l'uranium faiblement enrichi.

De même, la Belgique se réjouit que le DG Grossi ait placé la **lutte contre le cancer** et plus particulièrement l'accès pour tous aux services de radiothérapie, au centre des priorités de l'Agence, au travers de l'initiative Rayons d'Espoir. En Belgique aussi, la médecine nucléaire prend de nouveaux tournants, avec le développement de radio-isotopes très prometteurs, tels le Lutécium 177, qui peuvent faire la différence non seulement dans l'imagerie médicale mais aussi dans les thérapies ciblées. Des avancées qui ont pu être réalisées grâce aux partenariats noués à l'échelon national et international, avec le public et le privé. Ces partenariats sont indispensables pour garantir la chaîne d'approvisionnement et gagner la course contre le temps, entre la production des radio-isotopes et la réception des soins par les patients atteints d'un cancer.

Monsieur le Président,

Au sujet de la **non-prolifération**, la Belgique est gravement préoccupée par l'expansion alarmante du programme nucléaire iranien et des connaissances acquises par ce pays. Nous exhortons l'Iran à respecter à nouveau ses engagements internationaux, à joindre le Protocole additionnel et à collaborer pleinement avec l'AIEA.

La Corée du Nord continue à défier la communauté internationale. Il est de notre devoir d'y répondre de manière ferme et de maintenir, au niveau international, la pression sur le régime de Pyongyang, y compris via la mise en œuvre stricte des sanctions par tous les Etats.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de clore mon intervention en réitérant le soutien engagé de la Belgique pour le travail de l'AIEA, dans toutes ses facettes. La Belgique remplit chaque année ses obligations en contribuant, intégralement et à temps, au budget régulier de l'Agence. Nous allons au-delà de nos obligations de base et versons chaque année des contributions volontaires, à hauteur de près de 2 millions d'euros. Ces contributions sont versées au Fonds de Coopération Technique et sont également destinées à financer des projets ciblés. Malgré le contexte budgétaire difficile que nous connaissons tous, la Belgique soutiendra cette année encore, à hauteur de plus de 900.000 €, des projets de l'AIEA dans le domaine

des garanties, de la santé humaine, via l'initiative Rayons d'Espoir, de la « smart agriculture » et dans le domaine de la recherche par le biais d'un soutien à la rénovation des serres des laboratoires de Seibersdorf.

Je vous remercie, Monsieur le Président.